SYNTHÈSE DES RÉSOLUTIONS LDH

CONGRÈS ET RÉSOLUTIONS 2024 & 2026

L’arrivée de l’extrême droite au pouvoir d’État est toujours une bascule

La démocratie, les droits et l’État de droit sont confrontés en France à une menace existentielle, celle de la bascule vers le fascisme-illibéralisme qui a infailliblement lieu lorsque les extrêmes droites arrivent au pouvoir d’État.

Des pays considérés comme démocratiques ont connu cette bascule systémique : Hongrie, Pologne, Italie, États-Unis. Avec des différences propres à chaque pays, l’offensive des extrêmes droites se déploie selon trois dimensions essentielles - sociétale, idéologique et politique. Elle remet partout en cause la légitimité de la démocratie et de l’État de droit et l’universalité des droits.

Les extrêmes droites ont une même vision de la société. Un rôle essentiel est dévolu au chef, l’individu est conçu comme un atome isolé, les corps intermédiaires sont rejetés, comme tout ce qui contribue à faire société. Les extrêmes droites considèrent que l’élection confère aux dirigeants politiques une légitimité supérieure qui les dispense du respect de l’État de droit, c’est-à-dire de tous les processus institutionnels visant à garantir l’absence d’arbitraire et à prévenir la confiscation du pouvoir.

Les extrêmes droites pensent tout au prisme d’une « guerre des identités ». Certaines populations sont considérées illégitimes à bénéficier des droits fondamentaux au nom d’une identity qu’on leur assigne et qui justifierait leur exclusion. « La loi du plus fort » est revendiquée comme la loi naturelle des sociétés humaines, ce qui s’accompagne d’un rejet radical des protections permettant de réduire les inégalités et répondre aux précarités. Sur la scène internationale, l’extrême droite est en train de généraliser des pratiques de prédation brutales, dérégulées, colonialistes et impérialistes qui manifestent concrètement cette bascule.

Du néolibéralisme au fascisme : certes des continuités, mais fondamentalement une rupture

Aujourd’hui, le moment néolibéral et le moment fasciste se chevauchent. On peut voir des convergences d’intérêt, des rapprochements tactiques entre les forces qui les représentent. Cela ne signifie pas que ces deux moments sont de même nature.

La politique néolibérale alimente le discours d’extrême droite tout autant qu’elle peut s’en nourrir. En effet, elle provoque une montée continue et durable des précarités et des inégalités, mais aussi une défiance croissante des citoyennes et citoyens vis-à-vis de la sphère politique : pour une partie de la société domine un sentiment d’abandon, de dépossession et de ressentiment, découlant de l’impossibilité d’influencer les politiques pour répondre aux problèmes rencontrés. Électoralement cela se traduit selon les lieux et les moments par des votes d’extrême droite, par des niveaux d’abstention historiquement élevés et par une instabilité des choix électoraux.

Pourtant, si les néolibéraux attaquent la démocratie et les libertés publiques, mènent des politiques remettant en cause l'effectivité des droits et portent atteinte à l'État de droit, il y a une différence fondamentale entre eux et l'extrême droite.

L'extrême droite au pouvoir institutionnalise dans tous les domaines la fin de l'universalité des droits (les droits proclamés ne le sont plus pour toutes et tous). Elle réduit la légitimité de la démocratie au seul fait d'avoir gagné l'élection. L'extrême droite s'emploie toujours à détruire l'État de droit, qu'elle rejette dans son principe, niant sa légitimité même. Le non-respect de l'État de droit par les néolibéraux ne relève pas d'une remise en cause de sa légitimité et de son existence. Dans le cadre néolibéral, on peut faire appel de décisions en recourant aux procédures de l'État de droit, ce qui se traduit parfois par des succès. Une fois que l'extrême droite a démantelé l'État de droit, cela devient infaisable.

Un champ politique avec trois approches des droits

Le champ politique analysé au prisme des droits se structure selon trois approches distinctes :

PROGRESSISTE

Fondée par l'effectivité de tous les droits pour toutes et tous sans distinction.

NÉOLIBÉRALE

Selon laquelle ce sont les comportements individuels qui assurent pour l'essentiel l'accès aux droits.

EXTRÊME DROITE

Rejette l'idée d'universalité et légitime l'exclusion sur des critères « identitaires » (ex: préférence nationale).

Parce que dans l'exercice du pouvoir, aucune force politique ne respecte absolument l'État de droit, il est indispensable d'avoir des institutions, des procédures de recours, qui en assurent le respect. Mais, au-delà de ces non-respects qui se constatent régulièrement au fil du temps, le champ politique se divise entre, d'un côté, toutes les forces politiques qui reconnaissent la légitimité et la nécessité d'un État de droit pour le fonctionnement de nos sociétés et, de l'autre, l'extrême droite qui nie totalement sa légitimité. Même si ce n'est pas immédiat, les extrêmes droites au pouvoir prennent toujours rapidement des mesures qui aboutissent à ce que l'État de droit ne fonctionne plus.

Aujourd'hui, en France, une partie des responsables politiques franchit la ligne rouge, en remettant explicitement en cause tout ou partie de l'État de droit. Certains refusent au contraire cette rupture. Ce sujet devient donc un axe essentiel dans la restructuration du champ politique.

S'emparer de l'État de droit pour défendre ensemble la démocratie et les droits...

L'État de droit d'aujourd'hui a été construit après 1945 en réponse aux fascismes. Il soumet les pouvoirs de l'État au droit pour protéger les citoyen.nes de l'arbitraire. Sa finalité ultime est de mettre en œuvre tous les droits humains tant civils, politiques, qu'économiques, sociaux, culturels ou environnementaux - et de faire s'y conformer toute législation. En ce sens, l'État de droit est un projet en constante évolution, de même que la démocratie. Il est à la fois un instrument de garantie des droits et un vecteur de leur extension. Ainsi compris, l'État de droit forme, avec la démocratie et les droits humains, un triptyque indivisible. Dans la réalité, les trois progressent et reculent ensemble.

Face aux attaques — dénigrements, attaques contre les juges, restrictions aux libertés publiques, régression de la séparation des pouvoirs, non-exécution des décisions de justice — il importe de défendre l'État de droit avec toutes les forces, avec toutes les personnes qui en reconnaissent la légitimité. Cela suppose de renforcer tous les contre-pouvoirs nécessaires à une société des droits et de la démocratie dont la justice et l'espace civique (avec les libertés d'association, d'expression, académiques, des médias...).

Contre l'extrême droite : la nécessité d'une alternative progressiste unie pour 2027

La LDH refuse de considérer l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir d'État comme quelque chose qui serait dorénavant inéluctable. Elle affirme que pour tenir durablement l'extrême droite hors du pouvoir d'État, il est indispensable de construire une alternative politique répondant à l'urgence sociale et écologique, sur la base d'un contrat social renouvelé, structuré autour de mesures renforçant l'effectivité de l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux, protégeant des discriminations, garantissant le respect des libertés publiques, la promotion de la démocratie, la protection de l'environnement.

Les forces progressistes sont diverses et cela se traduit par de nombreuses divergences, c'est une réalité. Pour autant, perdre de vue l'impératif de rassembler autour de mesures essentielles pour la société toutes les forces qui affirment se reconnaître dans l'approche de tous les droits pour toutes et tous revient à nier le risque systémique qu'est l'extrême droite. Privilégier un objectif d'hégémonie dans le camp progressiste battu revient à capituler face à elle. Cette conduite serait irresponsable. La LDH appelle donc instamment les forces politiques à construire pour l'échéance de 2027 une alternative écologique, sociale et démocratique promouvant l'accès effectif aux droits, sans nier les divergences mais en refusant d'en faire un obstacle insurmontable.

Les forces libérales qui veulent défendre l'État de droit doivent accepter la démocratie sociale

Dans nos pays développés, jamais l'extrême droite au pouvoir ou aux portes du pouvoir n'est défaite quand le combat pour les droits et la démocratie ignore l'État de droit, ni quand ce combat pour l'État de droit ignore l'urgence sociale. La montée de l'extrême droite en réaction aux politiques de régression sociale le confirme pleinement.

Les forces politiques libérales et progressistes ont en commun de défendre le cadre de l'État de droit, sans lequel ne peut exister un débat public éclairé, permettant à l'ensemble des acteurs civils et politiques de s'exprimer librement, y compris dans le dissensus. Alors que l'extrême droite peut arriver au pouvoir en 2027, les forces libérales qui ne partagent habituellement pas avec les progressistes l'impératif de politiques publiques pour l'effectivité des droits, mais qui ont pris la mesure du péril doivent accepter la démocratie sociale.

Les tenants du libéralisme politique historique, qui, y compris à droite, sont attachés à l'État de droit, au pluralisme et au fait qu'il doive exister des règles d'égalité pour qu'un système politique

fonctionne n'ont d'autre choix que de rejoindre les progressistes dans leur préoccupation d'urgence sociale, dans les quartiers et les territoires délaissés. C'est ainsi seulement qu'il sera possible de faire échec durablement à l'instauration d'une société fondée sur l'exclusion et la loi du plus fort.

APPEL DE LA LDH

Aux citoyennes et citoyens : Nous appelons à se mobiliser et à faire entendre une voix forte de résistance et d'opposition, de solidarité et d'espoir, en suivant l'exemple de celles et ceux qui dans le monde résistent face aux régimes fascistes et illibéraux, et remportent des victoires.

Aux forces progressistes : Nous appelons à dépasser les divergences, à entendre les voix de la société civile, et à permettre à l'espoir de se traduire dans les urnes par la construction d'une alternative écologique, sociale et démocratique.

Aux libéraux : Nous appelons à prendre la mesure du péril. Ils doivent choisir de défendre le cadre de l'État de droit et la démocratie tout en acceptant des politiques publiques qui reviennent sur les précarités imposées depuis des décennies et améliorent l'accès effectif aux droits.

L'histoire nous enseigne que les démocraties ne disparaissent pas brutalement, mais se désagrègent lorsqu'elles cessent d'être défendues. Aujourd'hui, l'urgence est là. Il s'agit de débattre, mais aussi d'agir, de voter, de s'unir et de se mobiliser. **Contre la loi du plus fort, nous faisons le choix des droits, de la démocratie et de l'État de droit.**